



SECRETARIAT GENERAL
Service des Affaires Juridiques et Assurances
SC/SK

ARRÊTÉ MUNICIPAL
Portant délégation de signature
N° 2024-SJ-38

Le Maire de la Ville de Metz

- VU le code général des collectivités territoriales pris notamment en son article L. 5211-4-2 ;
- VU le code général de la fonction publique ;
- VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 modifiée relative à la transparence de la vie publique ;
- VU le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 21 décembre 2017 portant création de services communs entre la Ville de Metz et Metz Métropole ;
- VU la convention portant services communs liant la Ville de Metz et Metz Métropole ;
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 portant désignation du Maire et des Adjointes ;

CONSIDERANT la mutualisation des Services Ressources Humaines entre la Ville de Metz et Metz Métropole au 1er janvier 2018 ;

CONSIDÉRANT que Mme Loubna HAMOUTA, Attachée Territoriale, exerce les fonctions de Cheffe du service commun Développement des Ressources Humaines au sein de la Direction Ressources Humaines mutualisée ;

CONSIDERANT que la bonne marche des services municipaux et communs commande à ce qu'il soit donné à Mme Loubna HAMOUTA, dans le cadre de ses attributions et sous la surveillance et responsabilité du Maire, ou en l'absence ou empêchement des Adjointes au Maire, des délégations de signature dans différents domaines.

ARRÊTE :

Article 1 : Mme Loubna HAMOUTA, cheffe de service, reçoit délégation, dans le cadre de ses attributions et sous la surveillance et la responsabilité du Maire, pour signer tous les actes et documents suivants :

- Bordereaux d'envoi de documents
- Certificats administratifs et notamment la certification conforme des copies de tous actes, pièces et documents
- Attestations de recrutement
- Documents de toutes natures liés à l'accueil, au suivi et à la sortie des stagiaires de l'enseignement ou relevant de l'insertion professionnelle non gratifiés
- Documents de toutes natures liés à l'accueil, au suivi et à la sortie des emplois aidés
- Documents de toutes natures liés à la présentation d'une demande d'emploi ou de stage
- Déclarations de vacances de postes et de nominations auprès du Centre de Gestion

- Etats de frais des agents (temporaires et permanents)
- Réponses à des demandes de renseignements ou de production de pièces justificatives destinées à diverses administrations ou organismes
- Attestations de fin de formation
- Courriers de réponses négatives aux demandes d'emploi et de stage
- Documents de toutes natures relatifs à la formation n'engageant pas financièrement la collectivité
- Courriers d'informations ou de demandes d'informations relatifs aux formations professionnelles
- Certificats de travail
- Certificats de cession de paiement
- Billets annuels SNCF

Article 2 : En application de l'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 précité, si Mme Loubna HAMOUTA, venait à estimer se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle doit, en tant que titulaire d'une délégation de signature, en informer sans délai et par écrit le Maire de Metz ainsi que la Directrice Générale des Services en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas pouvoir exercer ses compétences et s'abstenir de donner des instructions aux personnes placées sous son autorité relativement à ces questions.

Article 3 : L'arrêté municipal n°2023-SJ-63 portant délégation de signature au profit de Mme Loubna HAMOUTA en date du 6 septembre 2023 est abrogé.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché/publié en mairie et pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur. Le dépôt du recours peut être opéré par voie électronique à partir du site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/>.

Article 5 : Mme la Directrice Générale des Services de la Mairie de Metz est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Trésorier Principal Municipal et au Préfet de la Moselle.

Fait à Metz, le **13 SEP. 2024**



François GROSDIDIER
Maire de Metz
Président de l'Eurométropole de Metz
Conseiller Régional de la Région Grand-Est
Membre honoraire du Parlement